

LES SACRIFIÉS

Bulletin mensuel de la Fédération des Victimes du Nazisme enrôlées de Force



N° 3 / 1976

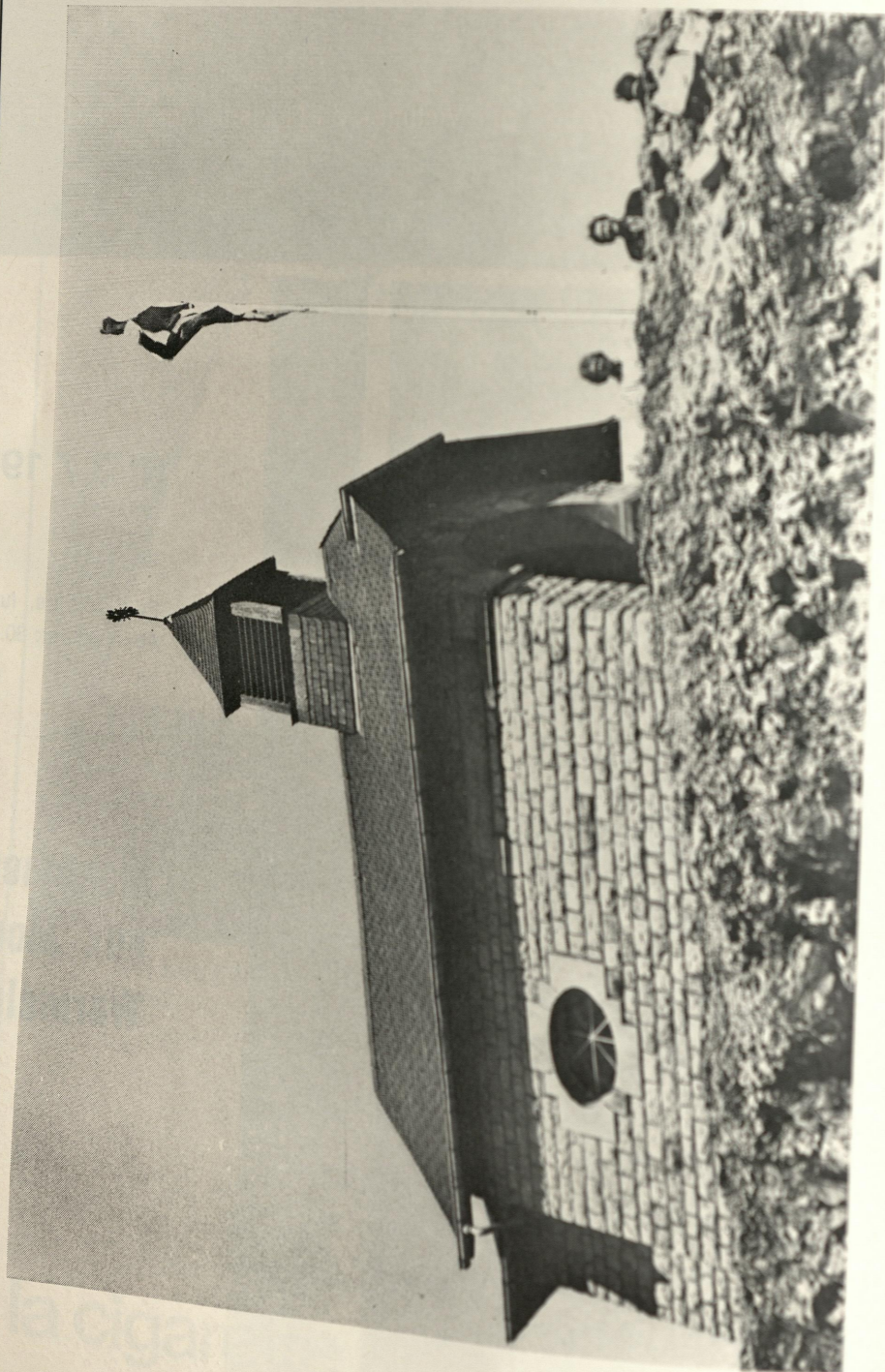
15e année

Prix: 10.- frs. lux.

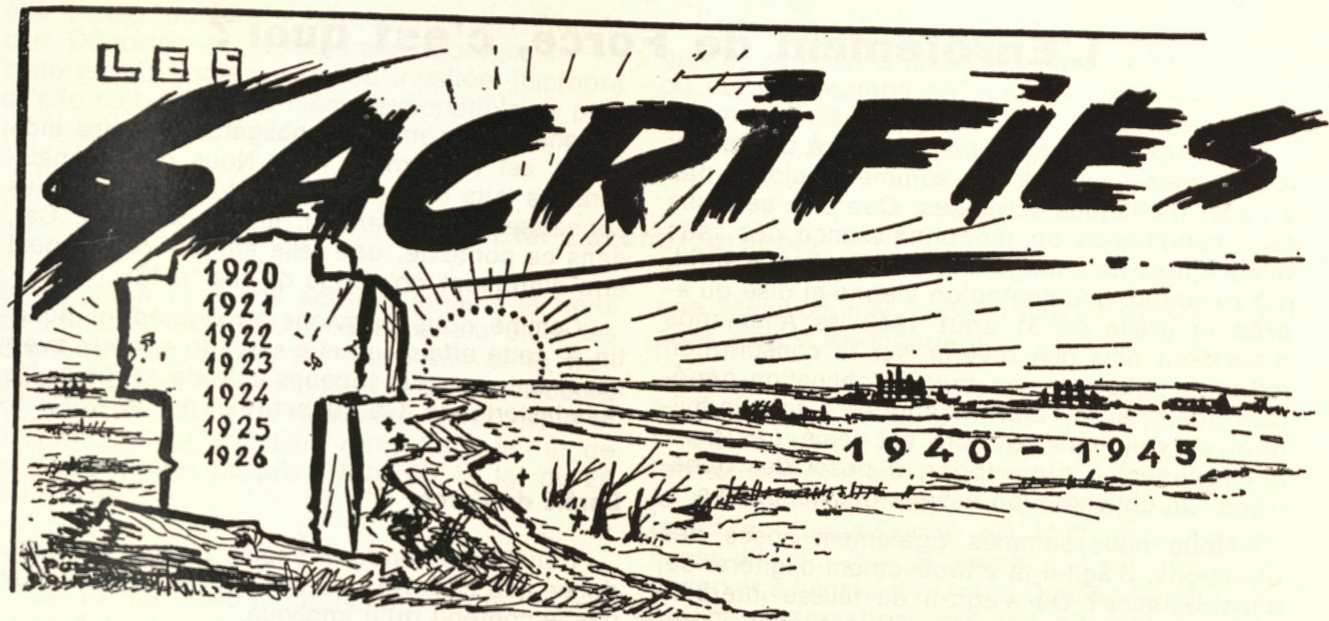
Abonnement: 80.- frs

**Monument
aux Morts
Wormeldange**

Fédération :
9, rue du Fort Elisabeth
Luxembourg



D'Gedenktafel op der Tittelsäit befënd sech an der restaurierter Donatuskapell op der „Koeppchen“. Daat Ganzt ass haut d'wiederdegt „Monuments aux Morts“ vun Wuërmer. Ageweiht gouw et den 30. Oktober 1966.



Tirage 8 000

Aus dem Inhalt

Dates à retenir
L'Enrôlement de Force, c'est quoi?
Suëssem
Pow-Camp Compiègne
Differdingen
Index der Eltern-Rente
Bina und der Krieg (XXIII)

Fédération des Victimes du Nazisme Enrôlés de Force, Association sans but lucratif.
Siège: Luxembourg, 9, rue du Fort-Elisabeth. — Boîte postale 2415 Luxembourg-Gare
CCP 313-29

Rédaction du bulletin mensuel «Les Sacrifiés», Luxembourg, 9, rue du Fort-Elisabeth, Boîte postale 2415 — Luxembourg-Gare

Service social aux Enrôlés de Force, 9, rue du Fort-Elisabeth Luxembourg-Gare.
Tél.: 48 32 32

Fonds d'Action CCP 210-49
La Fédération représente :
l'Association des Parents des Déportés Militaires Luxembourgeois, c/o. M. Paul Simonis, Luxembourg, 7, rue

la Ligue Luxembourgeoise des Mutilés et Invalides de Guerre 194-1945. Résidence Jean-Charles - 5, rue du Cimetière Luxembourg-Bonnevoie - Tél.: 48 97 76 - ccp 286 33 ● **l'Amicale des Anciens de Tambow**, Secrétariat: Kleinbettingen, 12, rue de la Gare, C.C.P. 240-07 ● **l'Association des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme**, Secrétariat: Luxembourg, 9, rue du Fort Elisabeth, Boîte postale 2415 — Luxembourg-Gare, C.C.P. 313-24 Imprimerie Hermann, Luxembourg.

Dates à retenir

13 mai 1976

à 11.00 hrs. : Messe, dans le cadre de l'octave de Notre Dame en la Cathédrale de Luxembourg, qui sera célébrée en mémoire des Enrôlés de Force tombés et disparus pendant la dernière Guerre Mondiale et morts après, par suite des sévices subis.

16 mai 1976

Congrès national de l'Association des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme à Rodange

19 septembre 1976

Journée commémorative nationale des Victimes du Nazisme, Enrôlés de Force dans la capitale devant le Monument National au «Kanounenhiwel».

ration des Nations-Unies signée à Washington le 1. 1. 1942 par laquelle les signataires s'engageaient à prendre toutes les mesures militaires et économiques contre les puissances de l'axe, 3) le Protocole de Londres du 5. 1. 1943 concernant les criminels de guerre.

D'ailleurs l'état de guerre entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Allemagne ne fut pas ignoré par les nazis.

En effet, par une note adressée le 17. 5. 1940 par le général commandant allemand Gullmann au Président de la Commission Administrative Luxembourgeoise «Luxemburgische Verwaltungskommission», l'Allemagne déclara que l'état de guerre existait entre les deux pays. En outre une note similaire fut remise à Berlin par les autorités allemandes à l'ambassade des

Convention de la Haye

Il est donc indiscutable que l'occupation du territoire grand-ducal et l'état de guerre entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Allemagne obligeaient les nazis à se conformer aux traités internationaux, aux us et coutumes de la guerre et notamment à la «Convention de La Haye».

L'applicabilité à la guerre mondiale 1940-1945 du «Droit de La Haye» fut mise en doute en vertu de la clause dite «Participation générale, art. 2» qui dit :

«Les dispositions contenues aussi bien dans la présente Convention que dans les Règlements (Règles de la guerre terrestre) que mentionne l'article 1er, ne s'appliquent qu'entre les parties contractantes et seulement si tous les belligérants ont signé le présent texte.»

Il est certain que des états belligérants de la IIe guerre mondiale n'avaient pas signé la Convention précitée.

Le Tribunal de Nuremberg a fait justice de l'argument «Participation générale» en examinant l'applicabilité du «Droit de La Haye» aux non-signataires et en constatant qu'il résulte des termes mêmes de la Convention de 1907 qu'elle constituait une tentative «pour reviser les lois générales et les coutumes de la guerre» dont l'existence était ainsi reconnue.

Plus qu'ailleurs la coutume en Droit International est créatrice de Droit et le Tribunal de Nuremberg constate :

«... indépendamment des traités, les lois de guerre se dégagent d'us et coutumes progressivement et universellement reconnus, de la doctrine des juristes, de la jurisprudence des tribunaux militaires.»

Il est donc certain que le Grand-Duché devait bénéficier de la protection de la «Convention de La Haye».

Cette Convention (section III, art. 42-56) oblige l'occupant à ne pas verser dans l'arbitraire et à assurer autant que possible la continuité de l'ordre public et à respecter «sauf empêche-

Etats-Unis qui était chargée de la sauvegarde des intérêts luxembourgeois.

Environ 10 jours après l'invasion du Grand-Duché l'ambassadeur allemand von Radowitz fit comparaître Monsieur Wehrer, Président de la Commission Administrative Luxembourgeoise, à l'ambassade allemande et lui fit savoir que le Reich se trouvait en état de guerre avec le Grand-Duché de Luxembourg. D'après des documents trouvés à Berlin aux bureaux du Ministère des Affaires Etrangères, il résulte que le Reich considérait le Grand-Duché «als feindliches Land».

Il résulte donc clairement de cet exposé succinct que l'état de guerre existait valablement entre l'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg dès le 10 mai 1940.

ment absolu.» les lois en vigueur dans le pays occupé.

Par exemple l'article 45 de ladite Convention interdit à l'occupant de faire prêter serment de fidélité à la population du pays occupé et l'article 46 dispose que l'honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la propriété privée ainsi que les convictions religieuses doivent être respectées.»

Certes la «Convention de La Haye» accorde à l'occupant le droit de réquisition qui peuvent être des prestations forcées en nature ou des services, mais seulement sous certaines restrictions. Il faut que ces réquisitions soient destinées à l'armée d'occupation et non pas à l'armée de l'ennemi en général et elles ne doivent pas impliquer la participation des habitants du pays occupé aux opérations de guerre.

«Art. 52: Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas, pour les populations, l'obligation de prendre part aux opérations militaires.»

Il est donc clair et patent que l'occupant ne peut sous aucun prétexte enrôler dans ces forces armées les habitants du territoire occupé.

Sous cet ordre d'idées il y a lieu de constater qu'au début de l'occupation nazie la population luxembourgeoise fut traitée plus ou moins conformément aux prescriptions de la «Convention de La Haye».

Par l'introduction de la Zivilverwaltung au Grand-Duché le 29 juillet 1940 la situation dans ce pays occupé changea d'une façon radicale.

Cet organisme nazi administrait le Grand-Duché en territoire incorporé dans le Reich et soumis à partir du 29 juillet 1940 à sa souveraineté à la suite d'une prétendue annexion unilatérale.

Annexion

Il importe donc d'examiner l'argument que le Grand-Duché était annexé par le Reich.

Le droit des gens exige en matière d'annexion un acte public et non équivoque. Sur ce point les auteurs compétents sont unanimes.

L'annexion en effet a des conséquences hautement importantes non seulement pour le pays annexé, mais également pour les pays tiers liés par des traités internationaux au pays annexé, traités qui deviennent caducs à la suite de l'annexion.

Il est de notoriété publique que le IIIe Reich a édicté des lois ou décrets d'annexion formels pour les territoires incorporés suivants :

Autriche, Pays Sudètes, Bohême-Moravie, Memel, Dantzig, Pays de l'Est et Eupen-Malmedy.

Or un décret d'annexion concernant le Grand-Duché de Luxembourg ne fut jamais publié ni en Allemagne, ni à Luxembourg.

La constitution allemande n'a pas prévu le «Chef der Zivilverwaltung» comme organe légal chargé d'exercer sur le territoire allemand une partie de la souveraineté du Reich. Il en résulte que l'introduction de la «Zivilverwaltung» ne pouvait donc pas signifier que le territoire grand-ducal se trouvait à partir du 29. 7. 1940 incorporé dans le Reich.

A ce sujet le professeur suisse de droit international Sauser-Hall a constaté pendant la IIe guerre mondiale d'une façon formelle que l'Allemagne n'avait pas publié le décret d'annexion concernant l'Alsace-Lorraine et le Grand-Duché (voir annuaire suisse de droit international 1944 page 78).

De même que le Luxembourg, l'Alsace-Lorraine fut administrée par un «Chef der Zivilverwaltung» sans pour cela être considérée comme territoire annexé.

Même le Reichsminister et le Chef de la Reichskanzlei Lammers, pourtant bien renseigné sur les desseins de son maître Hitler, n'a jamais considéré le Luxembourg annexé au Reich.

En 1943 le secrétaire d'Etat allemand pour l'Alsace-Lorraine et le Luxembourg Dr. Stuckart définissait la situation juridique du Grand-Duché de Luxembourg comme suit :

« »

2) Eine weitere Stufe bilden die angegliederten Gebiete. Es handelt sich bei ihnen um Gebiete, die der Verwaltung eines CdZ unterstehen (Elsaß, Lothringen, Luxemburg usw.). Sie sind bereits verwaltungsmäßig in das Reich eingegliedert, gehören jedoch staatsrechtlich nicht zu ihm.

« »

(Voir Dr. Stuckart, Staatsaufbau des Deutschen Reiches, S. 84.)

Les discours du Gauleiter du 1er août 1942 et du 30 août 1942, dans lesquels, pour justifier l'enrôlement de certaines classes de Luxembourgeois, il affirmait de façon cynique que le Reich avait définitivement annexé le Luxembourg, ne changent rien à la situation du Luxembourg occupé. D'ailleurs dans un discours subséquent du 21 février 1944 feu le Gauleiter déclara : «die Eingliederung Luxemburgs steht noch aus». Par cette déclaration il désavoua ses affirmations antérieures.

Le 23 août 1942 le Ministre de l'Intérieur allemand Frick décréta que la nationalité allemande sera acquise de plein droit par ceux des Alsaciens, Lorrains et Luxembourgeois, de souche allemande, qui sont ou seront incorporés dans la Wehrmacht ou la Waffen-SS; la nationalité allemande est ou leur sera acquise le jour de leur «entrée» dans la Wehrmacht ou des Waffen-SS.

Dans l'esprit des dirigeants allemands le cadeau de la nationalité allemande devait légitimer l'incorporation de force dans les armées allemandes.

Le prédit décret démontre, sous réserve d'autres arguments, d'une façon éclatante que le Reich allemand lui-même ne considérait pas, du moins jusqu'à la date du 23 août 1942, les Alsaciens, Lorrains et Luxembourgeois comme des nationaux allemands.

Pendant leur règne, les nazis distinguaient entre «deutscher Volkszugehöriger» et «deutscher Staatsangehöriger».

Cette distinction ou différence de terminologie utilisée dans le décret du service militaire obligatoire au Grand-Duché est une preuve de plus que ce décret ne concernait pas des nationaux allemands mais s'adressait à des étrangers, peu importe que ces étrangers aient été considérés de souche allemande ou appartenant au peuple allemand (deutschstämmig, deutscher Volkszugehöriger).

En effet, comme la nationalité allemande n'était acquise que le jour de l'entrée dans la Wehrmacht («mit dem Tage des Eintritts in die Wehrmacht») et comme le décret introduisant le service militaire obligatoire au Luxembourg est postérieur à ce décret sur la nationalité allemande, mais nécessairement antérieur à la mobilisation des intéressés resp. à leur entrée dans la Wehrmacht, ceux-ci n'avaient pas encore acquis la nationalité allemande au moment du décret du service militaire obligatoire.

Il en résulte que du seul point de vue des textes nationaux-socialistes l'incorporation de force s'adressait à des non-allemands et comme telle était contraire à tout principe général de droit reconnu par les nations civilisées, à toute coutume internationale et constituait une violation flagrante au «Droit de La Haye».

**Anordnung
über Arbeitsdienst- und Wehrpflicht
des Geburtsjahrganges 1925.
Vom 25. März 1943.**

Auf Grund der Verordnung über die Arbeitsdienstpflicht in Luxemburg vom 23. 5. 41 — VBl. f. Lux. S. 232 —, des § 1 der Verordnung über die Wehrpflicht in Luxemburg vom 30. 8. 42 — VBl. f. Lux. S. 253 — und der Verordnung über den weiteren Kriegseinsatz des Reichsarbeitsdienstes für die weibliche Jugend in Luxemburg vom 10. 2. 43 — VBl. f. Lux. S. 21 — wird folgendes angeordnet :

I.

Die männlichen Angehörigen des Geburtsjahrganges 1925 unterliegen der Arbeitsdienst- und Wehrpflicht, die weiblichen der Arbeitsdienst- und Kriegshilfsdienstpflicht.

II.

(1) Alle männlichen Angehörigen des Geburtsjahrganges 1925, die am 10. 5. 40 die luxemburgische Staatsangehörigkeit allein oder neben einer anderen Staatsangehörigkeit besessen haben oder staatenlos sind, haben sich in der Zeit vom 1. bis 17. April 1943 persönlich bei der für ihren dauernden Aufenthaltsort zuständigen Ortspolizeibehörde zur Erfassung anzumelden. Das Nähere wird durch Bekanntmachung der Kreispolizeibehörden bestimmt.

(2) Die Musterung der erfaßten Dienstpflichtigen findet im Juni 1943 statt; das Nähere wird durch die Kreispolizeibehörden bekanntgemacht.

III.

Wegen der Erfassung und Musterung der weiblichen Angehörigen des Geburtsjahrganges 1925 ergeht später besondere Bekanntmachung der Kreispolizeibehörden.

Luxemburg, den 25. März 1943.

Der Chef der Zivilverwaltung in
Luxemburg
GUSTAV SIMON.
Gauleiter.

* * *

**Anordnung
über Arbeitsdienst- und Wehrpflicht des
Geburtsjahrganges 1926.
Vom 8. Dezember 1943.**

Auf Grund der Verordnung über die Arbeitsdienstpflicht in Luxemburg vom 23. 5. 1941 — VBl. f. Lux. S. 232 —, des § 1 der Verordnung über die Wehrpflicht in Luxemburg vom 30. 8. 42 — VBl. f. Lux. S. 253 — und der Verordnung über den weiteren Kriegseinsatz des Reichs-

arbeitsdienstes für die weibliche Jugend in Luxemburg vom 10. 2. 43 — VBl. f. Lux. S. 21 — wird folgendes angeordnet :

I.

Die männlichen Angehörigen des Geburtsjahrganges 1926 unterliegen der Arbeitsdienst- und Wehrpflicht, die weiblichen der Arbeitsdienst- und Kriegshilfsdienstpflicht.

II.

Alle Angehörigen des Geburtsjahrganges 1926, die

a) die deutsche Staatsangehörigkeit oder die deutsche Staatsangehörigkeit auf Widerruf allein oder neben einer anderen Staatsangehörigkeit besitzen oder

b) am 10. 5. 1940 die luxemburgische Staatsangehörigkeit allein oder neben einer anderen Staatsangehörigkeit besessen haben oder

c) Elsässer oder Lothringer sind oder

d) staatenlos sind,

haben sich persönlich bei der für ihren dauernden Aufenthaltsort zuständigen Ortspolizeibehörde anzumelden, und zwar die männlichen Jugendlichen in der Zeit vom 15. bis 31. 12. 43, die weiblichen in der Zeit vom 5. bis 15. 1. 44 entsprechend den besonderen Bekanntmachungen der Kreispolizeibehörden.

III.

Die Musterung der erfaßten Dienstpflichtigen findet im Februar 1944 statt. Das Nähere wird durch die Kreispolizeibehörden bekanntgegeben.

Luxemburg, den 8. Dezember 1943

Der Chef der Zivilverwaltung in
Luxemburg
GUSTAV SIMON
Gauleiter.

* * *

**Anordnung
über Arbeitsdienst- und Wehrpflicht des
Geburtsjahrganges 1927.
Vom 14. Juli 1944.**

Auf Grund der Verordnung über die Arbeitsdienstpflicht in Luxemburg vom 23. 5. 1941 — VBl. f. Lux. S. 232 —, des § 1 der Verordnung über die Wehrpflicht in Luxemburg vom 30. 8. 42 — VBl. f. Lux. S. 253 — und der Verordnung über den weiteren Kriegseinsatz des Reichsarbeitsdienstes für die weibliche Jugend in Luxemburg vom 10. 2. 43 — VBl. f. Lux. S. 21 — wird folgendes angeordnet :

I.

Die männlichen Angehörigen des Geburtsjahrganges 1927 unterliegen der Arbeitsdienst- und Wehrpflicht, die weiblichen der Arbeitsdienst- und Kriegshilfsdienstpflicht.

II.

Alle Angehörigen des Geburtsjahrganges 1927, die

a) die deutsche Staatsangehörigkeit oder die deutsche Staatsangehörigkeit auf Widerruf allein oder neben einer anderen Staatsangehörigkeit besitzen oder

b) am 10. 5. 1940 die luxemburgische Staatsangehörigkeit allein oder neben einer anderen Staatsangehörigkeit besessen haben oder

c) Elsässer oder Lothringer sind oder

d) staatenlos sind,

haben sich persönlich bei der für ihren dauernden Aufenthaltsort zuständigen Ortspolizeibehörde anzumelden, u. zwar die männlichen Jugendlichen in der Zeit vom 17. bis 29. Juli, die weiblichen in der Zeit vom 7. bis 19. 8. 44 entsprechend den besonderen Bekanntmachungen der Kreispolizeibehörden.

III.

Die Musterung der erfaßten Dienstpflichtigen findet in den Monaten August und September, der weiblichen Dienstpflichtigen in den Monaten September und Oktober statt. Das Nähere wird durch die Kreispolizeibehörden bekanntgegeben.

Luxemburg, den 14. Juli 1944

Der Chef der Zivilverwaltung in
GUSTAV SIMON
Gauleiter.

* * *

Il faut souligner que le paragraphe 2 du décret du 30. 8. 1942 soumettait les enrôlés de force aux obligations disciplinaires incombant aux soldats du Reich. «Die einberufenen Wehrpflichtigen unterliegen den für deutsche Soldaten geltenden Bestimmungen » Cette phrase cachait tout un drame: les enrôlés de force se trouvaient sous le coup des disposi-

Le témoignage patriotique de l'enrôlé de force

Les jeunes Luxembourgeois des classes de 1920 à 1924, âgés en ce moment de 18 à 22 ans, victimes de l'infâme décret du 30. 8. 1942 sont parmi les premiers à protester violemment contre ces mesures criminelles prises par l'Allemagne hitlérienne envers notre pays. La jeunesse luxembourgeoise en général, elle aussi, donna un bel exemple de courage et de vertu patriotique en dénonçant et en combattant les intentions perfides des nazis. En dépit de tous

tions du code pénal militaire allemand en temps de guerre. Or il est certain que les peines prévues par le code pénal militaire en temps de guerre sont de loin plus sévères que celles appliquées en temps de paix. Un délit anodin commis par un soldat en temps de paix devient un crime en temps de guerre. Le crime de guerre nazi d'enrôler de force à la Wehrmacht la jeunesse masculine luxembourgeoise devenait, par l'application du code pénal militaire allemand, un crime de guerre atroce et inique au plus haut degré. Constatons immédiatement que les nazis n'hésitaient pas une seconde à appliquer les dispositions de leur code pénal militaire à l'égard des enrôlés de force luxembourgeois coupables de ne pas renier leur patrie luxembourgeoise. Les jugements rendus par les tribunaux militaires allemands contre des Luxembourgeois sont très éloquents à ce sujet et les peines pour «Fahnenflucht, Wehrzersetzung, Selbstverstümmelung» etc. allaient de la peine capitale à la peine de prison. Nos services du casier judiciaire pendant l'occupation sont en possession d'une série impressionnante de ces jugements, par lesquels les nazis essayaient de conquérir la jeunesse du Grand-Duché. Ces jugements se basaient presque exclusivement sur les dispositions du «Militärstrafgesetzbuch» (M.ST.G.B.)

Rendons ici hommage à ceux des enrôlés de force qui ont dû subir des condamnations prononcées par les tribunaux militaires nazis et surtout à ceux qui, à la suite de ces condamnations, ont péri sous les balles des pelotons d'exécution du Reich.

En décrétant le service militaire obligatoire pour les Luxembourgeois et en les soumettant à sa juridiction pénale militaire, les nazis provoquèrent l'indignation de tout le monde civilisé. La riposte de la population luxembourgeoise ne se fit pas attendre. Un mouvement de haine traversa le Grand-Duché et le peuple luxembourgeois dans son intégralité cria son indignation et son mépris, à l'exception d'une poignée de traîtres. Cette action spontanée du peuple luxembourgeois en faveur de sa jeunesse en danger ne fut pas du goût des nazis et la répression fut brutale et sanglante. Les sacrifices des patriotes luxembourgeois ont été maintes fois décrits dans tous leurs détails et le peuple du Grand-Duché et notamment la jeunesse luxembourgeoise visée par les nazis s'inclinent devant tant de courage et d'abnégation.

les efforts de la Zivilverwaltung pour gagner cette jeunesse à l'idée de la germanisation du Grand-Duché, les nazis voient en ces jours néfastes et glorieux la vanité de leurs actions destinées à conquérir l'âme luxembourgeoise.

Citons ici — parmi tant d'autres actions spontanées — le «Schülerstreik» aux gymnases et aux écoles supérieures, qualifiés de lieux d'élite par les nazis. Les étudiants et étudiantes

auraient pu achever tranquillement leurs études et faire leur baccalauréat ou «certificat de maturité» en cas de non-participation à la grève. Mais ces jeunes ne choisissent pas le chemin de la facilité et se dressent délibérément contre l'ennemi. A la suite du «Schülerstreik», plusieurs classes de différents gymnases de notre pays se retrouvent à Stahleck, ruine d'un château féodal, transformé pour l'occasion en «Straflager». Plusieurs classes de différents lycées de jeunes filles sont déportées en Allemagne (à Adenau p. ex.) et ne peuvent rentrer qu'après un séjour de quelques mois dans un «Straflager».

Relevons encore — toujours parmi tant d'autres actions spontanées — la grève déclenchée par les apprentis des usines, notamment par ceux de l'usine Arbed-Belval. Ces jeunes Luxembourgeois suivent l'exemple de leurs pères et sont dans la suite déportés, sous escorte des SS, en Allemagne à Ruwer dans un camp du RAD. Dans ce camp, ils doivent se plier à une discipline rigide et doivent subir des pires humiliations et privations.

La jeunesse luxembourgeoise n'aurait pu fournir exemple plus valeureux et méritoire de son dévouement à la cause de la patrie et des pays alliés.

Entretemps, les ordres de mobilisation ne tardent pas à parvenir à tous ceux qui sont visés

par le décret du funeste Gauleiter. Jusqu'à la fin de la deuxième Guerre Mondiale, pas moins de 20.000 Luxembourgeois et Luxembourgeoises des classes de 1920 à 1927 seront ainsi recrutés et incorporés dans les formations militaires et paramilitaires allemandes les plus diverses. La Wehrmacht à elle seule essaiera de mettre la main sur 12.000 jeunes Luxembourgeois; 3.500 se soustrairont à l'ordre de mobilisation; 3.500 trouveront la mort ou seront portés disparus sur les champs de bataille ou tomberont sous les balles des pelotons d'exécution, ou seront lâchement assassinés.

Chaque fois qu'un «Stellungsbefehl» est présenté, il déclenche un conflit de conscience, diabolique par sa conséquence et son ampleur touchant le plus souvent une famille entière.

Car les boches ont vite fait de faire comprendre aux «intéressés» qu'en Allemagne national-socialiste la loi de la responsabilité collective dite de clan (Sippenhaft) est en vigueur. Les parents, frères et soeurs et enfants sont considérés comme otages qui, au prix de leur propre vie, devront garantir la docilité de l'un des leurs vis-à-vis des ordres illégaux émanant de cet état criminel qu'est le troisième Reich allemand. Voyons à ce sujet l'ordonnance suivante :

**Verordnung
über Maßnahmen gegen Wehrpflichtentziehung
Vom 10. Juli 1943.**

Auf Grund der dem Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg erteilten Ermächtigung wird für dessen Bereich verordnet :

§ 1

(1) Der Chef der Zivilverwaltung kann gegen Angehörige von Fahnenflüchtigen oder solchen Personen, die sich der Wehrpflicht oder Arbeitsdienstpflicht entziehen, sowie gegen Angehörige sonstiger Friedensstörer Vermögensbeschlagnahme und Vermögenseinziehung oder andere geeignete Maßnahmen verhängen.

(2) Unberührt bleibt die Strafverfolgung auf Grund Verstoßes gegen strafrechtliche Bestimmungen.

§ 2

(1) Wer von dem Vorhaben einer Fahnenflucht, Wehr- oder Arbeitsdienstpflichtentziehung Kenntnis hat und nicht unverzüglich der nächsten Polizeibehörde davon Mitteilung

macht, wird durch das Sondergericht in Luxemburg mit Zuchthaus oder Gefängnis bestraft. Das gleiche gilt für denjenigen, der den ihm bekannten Aufenthalt des Flüchtigen nicht unverzüglich der nächsten Polizeibehörde meldet.

(2) Die Strafverfolgung auf Grund der Vorschrift des Abs. 1 tritt nur auf Anordnung des Chefs der Zivilverwaltung ein. Neben oder an Stelle der Bestrafung kann der Chef der Zivilverwaltung die Beschlagnahme und Einziehung des Vermögens durchführen.

§ 3

Diese Verordnung tritt mit Wirkung vom 30. August 1942 in Kraft.

Luxemburg, den 10. Juli 1943.

Der Chef der Zivilverwaltung in
Luxemburg
GUSTAV SIMON
Gauleiter

Le propre sacrifice ou celui des parents ?

Rappelons ici l'état d'âme, l'angoisse terrifiante à laquelle toute une famille se trouve assujettie quand il s'agit de prendre une décision, lourde de conséquence: ou bien laisser un être cher aller rejoindre l'unité à laquelle il est af-

fecté et risquer une destinée incertaine et atroce; ou bien faire le sacrifice de toute la famille, afin d'épargner au mari, au fils ou frère, à la fille ou soeur le port honteux de la tunique nazie entachée de sang innocent et maculée de crimes sans nom.

Vingt mille fois ce cas de conscience s'est posé et il s'est répété dix, vingt ou cent fois, à chaque occasion où l'enrôlé de force se voyait placé devant l'occasion de sauver sa peau et devant l'alternative de son propre sacrifice ou celui de ses parents.

Nul ne pourra jamais dire qui des deux, de celui qui s'est soustrait à l'ordre de se présenter ou est arrivé à désertier des formations militaires et paramilitaires hitlériennes, ou de celui qui s'est sacrifié pour les siens, afin de les préserver de poursuites, prison, déportation et autres représailles, — nul donc ne pourra jamais dire qui des deux a fait le plus grand sacrifice et, par là, rendu le plus grand service au pays. Tous, quelle que soit la décision qu'ils aient prise, ont hautement mérité de la patrie.

Il est matériellement impossible de relater ici tous les actes et hauts-faits de la résistance que spécialement la jeunesse luxembourgeoise, enrôlée de force dans la Wehrmacht ou les formations paramilitaires allemandes, pourrait faire valoir et dont elle pourrait se glorifier à juste titre. Les récits que nous ont laissés ces enrôlés de force, sont assez rares mais combien éloquentes. Citons par exemple Robert Bruch, Léon Nilles, auteurs d'ouvrages ou d'articles plus connus que d'autres qui sont restés inédits ou qui n'ont paru que dans des publications à tirage restreint.

Aussi pour les enrôlés de force il n'y eut qu'une seule vérité: la lutte contre l'infâme agresseur de notre patrie, le témoignage de leur résistance héroïque, la manifestation de leur volonté de rester membre d'un peuple libre, attaché à la souveraineté de son pays.

Dans l'application des préceptes de cette vérité unique et indivisible, les enrôlés de force n'ont pas reculé devant le plus haut sacrifice, celui de leur vie.

Ceux qui n'ont pas réussi à se soustraire aux recruteurs nazis ont travaillé, par tous les moyens, à entraver la machine de guerre des armées hitlériennes.

Les ajournements pour cause d'appendicite ou autre maladie simulée étaient nombreux; nombreux aussi les cas de mutilations volontaires, de jaunisse provoquée intentionnellement en prenant de l'acide picrique. Mains faits de sabotage, d'atteinte à la force de frappe de l'armée allemande (Wehrkraftersetzung) sont notoires. Beaucoup d'enrôlés de force, éparpillés sur les champs de bataille et théâtres d'opérations de la deuxième Guerre Mondiale, répartis dans les unités allemandes (un Luxembourgeois enrôlé de force par compagnie voir même par bataillon), ont pu, par leur franc-parler et leur inflexibilité, gagner l'estime, voire même le respect d'officiers supérieurs allemands qui apprenaient ainsi la vraie situation politique au Luxembourg, en Alsace et en Lorraine. Cette image contrastait crûment avec celle qu'une propagande mensongère leur avait montrée dans les journaux: des jeunes Luxem-

bourgeois enthousiastes et volontaires quittant, pour rallier leurs casernes en Allemagne et y recevoir leur instruction militaire, les gares et les trains ornés de croix gammées et parés de verdure.

A la suite du comportement intrépide de quelques Luxembourgeois, la plus grande partie des Alsaciens, Lorrains et Luxembourgeois engagés dans les tranchées devant Leningrad sur le front de l'est, furent retirés des premières lignes de combat (Hauptkampflinie) pour être affectés à l'avant- ou à l'arrière-train.

Hélas, d'autres Luxembourgeois enrôlés de force ont payé de leur vie les actes et témoignages de leur résistance. Il y a dans ces terres de Russie, de Pologne, de Yougoslavie, d'Autriche, de Roumanie, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de France, d'Italie et d'Allemagne, des corps de jeunes Luxembourgeois fusillés ou lâchement abattus par une balle dans le dos, des corps de jeunes Luxembourgeois pendus aux arbres tout le long de la rétraite des armées hitlériennes, des corps de jeunes Luxembourgeois torturés et exécutés comme de vulgaires bandits, des corps de jeunes Luxembourgeois décapités ou morts de faim et d'exténuation dans les geôles du Troisième Reich et des corps de jeunes Luxembourgeois déchirés par les bombes alliées.

Ils n'ont pas marchandé leur courage, nos enrôlés de force, ni dans les tranchées, ni devant les poteaux d'exécution, ni ailleurs. Ils ont agi selon la définition explicative que M. Servais, l'un des auteurs du Traité de Londres, donne au dernier paragraphe de l'article 3 de ce traité: «... ce qu'on peut exiger seulement, c'est qu'il (le Grand-Duché) ne soit pas de connivence avec un agresseur et que, dans le cas d'une agression, il la dénonce et proteste».

Les Luxembourgeois enrôlés de force dans les formations militaires et paramilitaires de l'agresseur allemand, ont dénoncé cette agression criminelle malgré toute menace de punition et malgré la peine de mort, que beaucoup d'entre eux ont subie pour avoir obéi à l'appel de leur conscience... et de leur patrie.

Pour apprécier à sa juste valeur le sort atroce des enrôlés de force, pensons à ces adolescents âgés de 18 à 22 ans, affublés d'un uniforme haï, recevant leur instruction paramilitaire et militaire des centaines de kilomètres de leur patrie par des gradés allemands hostiles à ces «Beutedeutschen», pataugeant ensuite dans les tranchées allemandes, exposant chaque seconde leur vie et leur santé et menacé à tout moment par une balle alliée ou une balle allemande; pensons à ceux qui sont morts sur les champs de bataille loin des leurs, dans une solitude complète, agonisant dans la boue et délaissés par tout le monde; pensons à ceux qui, après de dures souffrances, sont décédés dans les hôpitaux allemands, sans avoir eu la consolation de revoir leurs parents et leur patrie; pensons aux réfractaires se terrant dans les villes et villages du Grand-Duché et de l'é-

tranger et devant s'attendre à chaque instant à l'apparition des sbires allemands pour les emmener devant la juridiction nazie; pensons enfin aux jeunes filles luxembourgeoises mortes ou blessées dans les usines allemandes par suite de bombardements ou d'accidents de travail.

Rendons hommage au sacrifice suprême des jeunes Luxembourgeois et Luxembourgeoises enrôlés de force et n'oublions pas ceux qui ne nous sont pas revenus.

Toute l'horreur des crimes de guerre nazis envers la jeunesse luxembourgeoise résulte du petit bilan macabre suivant :

enrôlés de force masculins (Wehrmacht)	12.516
enrôlées de force masculins et féminines RAD - KHD)	4.559
réfractaires et déserteurs (Wehrmacht)	3.510
morts et disparus (Wehrmacht)	3.590
mutilés graves (Wehrmacht)	316

Donc sur 8.500 jeunes Luxembourgeois enrôlés de force à la Wehrmacht, 3.500 ne sont plus revenus, soit environ 41%. A part l'Union Soviétique, aucun autre pays n'a subi de telles pertes pendant la deuxième guerre mondiale.

Ces chiffres ne reflètent certainement pas tous les sacrifices subis par cette jeunesse. Beaucoup d'enrôlés de force sont rentrés atteints d'une maladie grave ou incurable et sont décédés des années après la grande tourmente des suites de ces maladies; beaucoup d'autres souffrent encore à ce jour des conséquences de leur séjour au Reich millénaire.

Ne passons pas sous silence le sacrifice d'autres jeunes Luxembourgeois qui ont subi la terreur nazie sous une autre forme.

A la fin de leur règne, les nazis ont embriqué nos adolescents dans des formations de défense anti-aérienne «Flak». Ces jeunes gens durent desservir des canons dans nos usines

Suëssessem

Generalversammlung vun den Enrôlés de Force aus der Gemeng Suessem!

Léi'w Memberen a Frönn!

Mir invitéieren Iech mat èrer Famill un eiser Generalversammlung délzehuelen, déi döst Jôer e Samsdeg, 27. März 1976 ôwes um 19.30 Auer (halwer aacht) präzis am Café, Sall Diddelinger zou Zolver, Déifferdengerstrôss, stattfont!

Gären huet eisen Nationalpräsident Jos. Weirich zougesoot eisen Gaascht ze sin an é Referat iwert den Problème ze haalen: «Können d'Enrôlés de Force nach op Entschiedegong rechnen, é Problème dien am Ablack nach ganz aktuel ass, a.e.w. Och aaner Froen können him gestallt gin, déi hien beäntwert!

Well eisen Nationalpräsident um selweschten Owend nach é weidert Engagement bei

et établissements industriels. Grâce au commandement allié, nos usines ne subirent pas de bombardements et la vie de nos «Flakheffer» ne fut pas autrement mise en danger.

CONCLUSIONS

De tout ce qui précède, il se dégage clairement que :

d'un côté :

- 1) — l'Allemagne a violé les traités internationaux concernant la neutralité et l'indépendance du Grand-Duché de Luxembourg de 1839 et de 1869;
- l'Allemagne a violé les Conventions internationales de La Haye de 1899 et de 1907, notamment la convention traitant des droits et coutumes de la guerre sur terre;
- l'Allemagne a fait fi de la Convention sur le Génocide qui constitue un crime contre le Droit des gens;
- l'Allemagne a violé à d'innombrables reprises la législation civile et pénale luxembourgeoise;

2) l'Allemagne a commis un crime de guerre odieux envers la jeunesse luxembourgeoise;

3) la République Fédérale d'Allemagne en tant que successeur du 3e Reich, doit réparer intégralement les pertes morales et matérielles des enrôlés de force et de leurs parents.

d'autre part :

- 1) les enrôlés de force sont des victimes du nazisme au vrai sens du terme;
- 2) il n'y a pas lieu de faire une distinction entre:
 - a) victimes du nazisme enrôlées de force et les autres victimes du nazisme;
 - b) déportés civils et déportés militaires.

den Komeroden vun der Walefer Sektioon huet, biede mir Iech, präzis um halwer aacht Auer anzefannen fir datt mir eisen Programm anhaale können an aaneren Wieder, den Referat vun Nationalpräsident ass Punkt 1 vum ordre du jour, an duerno gi mir zum administrativen Dêl vun eiser Versammlung iwer!

Mir hoffen datt ewéi an den vergaangenen Joohren zou Suessem an Bieles, och döst Joer eis Versammlung é vollen Erfolleg gött, duerch èr Präsenz an, an èrem Intérêt!

Ordre du jour :

- Begréi'ssong duerch den Président: Grégoire Heinen
- Referat vun Nationalpräsident: Jos. Weirich
- Activitéi'tsrapport vun Secrétaire: Georges Flammang

— Caissenrapport vum Caissier: Roby Schreiner

— Rapport vun den Caissenrevisoren: Ant. Lamberty et Raym. Koster

— Neiwiehl vum Comité; austriedend Serie: René Biver, Martin Rach an Nicky Zeimet Dôs Komeroden stellen hir Kandidatur nés.

— Neiwiehl vum Président Gr. Heinen, dien turnusgeméi'ß och démissionnaire ass; och hien huet séng Kandidatur nés gestallt!

— Bezéchnong vun den Caissenrevisoren.

D'Kandidaturen fir Président an Comité sin bis Samsdeg den 27. März 1976 môttes 12.00 Auer un den Secrétaire ze richten: Georges Flammang, 245, route d'Esch, Bieles.

ETABLISSEMENT ALBERT FELTEN

Maitre Orthopédiste-Bandagiste
Fondée 1870

Articles sanitaires — Bas à varices
11, rue Dicks — LUXEMBOURG - GARE
Téléphone: 48 84 64

599

POW - CAMP COMPIEGNE

D'Amicale vum PoW-Camp Compiègne feiert hir Journée 1976 e Sonndeg den 9. Mé zu Woltz. Fir d'Rés dohin an erëm ass e Bus bestallt.

D'lessen (nët fir d'Famill) an de Bus sin gratis.

Gewönner fir Tombola kann én ôfgin beim Lucien Folschette zu E'ter, Benn Ditsch zu Dikkerech, Alphonse Daubenfeld zu Letzeburg, Albert Haan zu Esch. Et kann én se och op Woltz matbrenge.

Den détailléerten Programm gët nach durch Bre'f matgedélt.

Differdingen

Generalversammlung der Zwangsrekrutierten

Gut besucht war die am 7. Februar im Café J. Wampach abgehaltene diesjährige Generalversammlung der Differdinger Zwangsrekrutierten, als Präsident F. Bauler die Eröffnungsansprache hielt, Gemeinderatsmitglied und Zwangsrekrutierte René Erpelding, sowie Mme M. Nurenberg und B. Jacob vom Zentralvorstand, N. Philippe und D. Schmit von der Sektion Oberkorn begrüßte, den verstorbenen Zwangsrekrutierten gedachte und zur Tagesordnung übergang.

Den Aktivitätsbericht trug Sekretär Ch. Koehler vor. Diesem entnahmen wir, daß die Sektion an allen von dem Zentralvorstand organisierten Veranstaltungen vertreten war.

Eine Bilanzerläuterung gab Kassierer Fr. Heinen. Belobigend äußerte sich im Namen der Kassenrevisoren R. Meyer über die äußerst gesunde Finanzlage. Aus Privat- und Krankheits-

gründen demissionierten die Kameraden B. Clement und M. Evrad.

Nach der teilweisen Neuwahl des Vorstandes, sieht die Zusammenstellung folgendermaßen aus: Präsident F. Bauler; Vize-Präsident L. Masson und M. Urth; Sekretär Ch. Koehler; Kassierer F. Heinen; Hilfssekretär J. Benoît; Fahnenträger M. Schmit; Beisitzende N. Foetz, C. Schimberg, V. Krippeler und J. Promme.

Per Akklamation wurden die Kassenrevisoren, R. Meyer und H. Pauly, wiedergewählt.

Nachdem der Präsident die Versammlungsanwesende gebeten hatte, sich so zahlreich wie möglich an dem tradit. Ausflug (Ascension) am 27. Mai teilzunehmen, gab er Freund B. Jacob das Wort.

Nach einem meisterhaften Referat, über frühzeitige Pensionierung gab Freund Benny noch einige Erläuterungen über verschiedene Gesetzestexte, welche mit großem Interesse von den Anwesenden verfolgt wurden.

Zum Schluß bat er die Zwangsrekrutierten, so zahlreich wie möglich am Rallye-pédestre teilzunehmen.

Dieser findet am 27. Juni 1976 zu Niederkorn statt.

Eine reichhaltige Tombola schloß diese interessante Generalversammlung.

Job

AVIS

Hu Dir äre Ruban en argent verluer, hätt Dir en gären ersaat, dann wenn Iech un ären lokalen Sektionscomité fir en ersaat ze kréien.

Den einfachen Insigne «VNEF» krit Dir fir 20.— Fr.

MIWEL — MIWEL — MIWEL

ausgestallt op 6 Etagen

EMMER do FIR D'ENROLES

Galerie Benelux

ADY MAINTZ

ESCH / UELZECHT

AUTO - ECOLE **LEON**

TOUS PERMIS

Téléphone: 48 66 66

599



sécher goen!
viraus suergen mat der
SPUERKEESS

Eltern-Rente bei Index 255,27

Zu dieser Rente sind berechtigt,

a) Elternpaar, Vater **und** Mutter leben noch wenn Nettoeinkommen geringer ist als **21 250 F**

b) Vater **oder** Mutter alleinstehend, wenn Nettoeinkommen niedriger ist als **17 708 F**

Diese Rente kann nicht höher sein, als **5 100 F**

Einkommen und Rente zusammen können weder **21.250.— F**

noch **17.708.— F** übersteigen.



Bina und der Krieg



(XXIII)

Am Morgen gab der Kommandeur den neuen Einsatzraum bekannt: Balga. Dort waren die Russen schon bis auf vierhundert Meter an das Wasser herangekommen, und als die Sonne heraufstieg, kamen die russischen Flieger auch ein Neues. Von den Soldaten hatte kaum die Hälfte ein Deckungsloch, denn am Strand solche Dinger zu graben hatte keinen Sinn: sofort standen sie voll Wasser. Nur die Dünen waren dafür geeignet. Dort gab es denn auch sozusagen ein Deckungsloch am andern. Aber die waren alle längst besetzt. Man mußte einfach warten, bis eines frei wurde, d. h. bis eines darin umkam. Dann wurde er herausgezogen und man nahm seinen Platz ein bis

Die russischen Schlachtflieger kamen an jenem Morgen geschwaderweise. Es waren amerikanische Douglasbomber. Jeder hatte 5 Bomben an Bord, und jede Viertelstunde flogen 143 Maschinen Balga an. Beim ersten Anflug hatte niemand eine Ahnung von ihren Absichten, da sie sehr hoch kamen. Erst als ein unheimliches unheilvolles Pfeifen in der Luft war, wußten Bina und seine Leidensgenossen Bescheid. Bina hatte noch kein Deckungsloch. Vor der ersten «Sendung». Danach hatte er eines! Und schon nach der zweiten «gong him den Dapp». Eine 50-Kilobombe hatte nur 20 Meter neben ihm eingeschlagen. Der ungeheure Luftdruck ließ ihn mit dem Kopf aufschlagen, daß ihm die «Dronkenellen» ausgingen. Ein paar Sekunden später merkte er, daß rings um ihn Dunkelheit herrschte und daß die Atemluft schrecklich knapp wurde. «Verschüttet!» kam es ihm zum Bewußtsein. Und er versuchte mit aller Kraft den Sand, der auf ihm lag, fortzuschieben. Es gelang! Er kam wieder ans Tageslicht. Doch was er da vorfand, war grausig. Es roch nach Schwefel, Sand und Blut. Ringsum lagen Tote. Verwundete wimmerten und heulten, riefen nach dem Sanitäter. Aber den gab es noch ebenso wenig wie den Hauptverbandsplatz. Der war mit in die Luft gegangen. Um Verwundete konnte sich niemand mehr kümmern. Um Tote scherte sich sowieso keiner.

Der Küchenwagen und die Zugmaschine waren in Atome zerlegt worden. die Geschützbedienung war auf zwei Mann zusammengeschnitten: Ein Hamburger und Bina. Und gegen Abend wurde der Norddeutsche ebenfalls zu dem Haufen gelegt, den man mit den Verwundeten bildete. Mehr konnte man nicht für sie tun.

Gleich neben Bina's Deckungsloch lag einer dem die Lungen gerissen waren. Aus Ohren und Mund lief das Blut heraus. Da er

mit dem Kopf sehr tief lag, schob Bina ihm einen zusammengelegten Mantel darunter. «Dén dankbare Bléck wärt ech nôt vergiessen!» Zwei Minuten später war er tot. Und Bina grub ihn ein. Er konnte den Blick, den der Tote auf ihn richtete, nicht länger ertragen.

Dann hieß es, gegen Mitternacht würden sie verladen. Die Fähre, die sie abtransportieren sollte, hieß Seeschlange. Sie hatte ein Fassungsvermögen von 1.100 Mann.

Gegen 10 Uhr machten sie sich auf den Weg nach Fohlendorf, um sich dort wartend anzustellen. Aber sie waren natürlich nicht die einzigen, die hier auf Rettung warteten. Zigttausende Soldaten wollten dort um jeden Preis mitfahren! Und die russische Artillerie feuerte pausenlos in den Haufen hinein, der so dicht war, daß niemand sich hinlegen konnte. Es war eine furchtbare Schlächterei. Jammervolles Geschrei brach schon los, wenn man den Abschluß der Stalinorgeln hörte. Wenn dann die Granaten einschlugen, herrschte für einen Moment eine grausige Stille. Und dann kamen die Schreie der Verwundeten!

Bis zwei Uhr stand Bina auf dem Leib eines toten Pferdes. Ein anderer Platz war nicht da.

Und dann kam die «Seeschlange» und alles drängte zum Landesteg. Eine fürchterliche Panik brach aus. Jene Truppenteile, die eigentlich zur Verladung vorgesehen waren, kamen gar nicht heran. Die Offiziere schossen in die Masse, töteten ein Dutzend Mann, aber auch das half nichts. Viele sprangen ins Wasser um so an Bord zu kommen, auch jene, die überhaupt nicht schwimmen konnten. Die meisten ertranken. Andere, die die Fähre erreichten, wurden erschossen, wenn sie den Versuch, an Bord zu klettern, nicht freiwillig aufgaben. Die Menschen schrien nicht nur so, sie wurden wie das Vieh: Wenn einer zu Fall kam, wurde er in dem Gedränge von den anderen elendiglich zu Tode getrampelt. Rücksichtslos. Erbarmungslos.

So kam es praktisch zu keinem Verladen. Denn als schließlich der Morgen graute, mußte die Fähre wieder ablegen wegen der Fliegergefahr.

Bina's Hauptmann klatzte das Boot eines Generals, setzte 15 seiner Leute hinein und befahl ihnen, abzuhausen. Mit dem Rest seiner Mannschaft machte er sich auf den Rückweg in die Stellung. Welche Gefühle sie dabei empfanden, läßt sich leicht erahnen. Der Anblick, der sich ihnen bot, war schrecklich. Das Wasser war, so weit sie sehen konnten, rot gefärbt vom Blut. Ueberall lagen Tote darin. Pferde hingen an den Bäumen. An der Leitstange eines Wagens hing ein Stück Haut mit Haaren daran. Und drei Meter daneben lagen Gehirnteile. Sonst war kein menschlicher Körperteil aufzufinden.

Sie waren mit den Nerven völlig am Ende. Und der Durst plagte sie furchtbar. Drei Tage ohne Essen quälte sie nicht sonderlich; alles ekelte sie an. Aber der Durst! Der Durst! Sie tranken von dem blutroten Wasser.

Dann kamen die Bomber wieder, wie an den vorangegangenen Tagen

Sie hatten ein Floß gefunden, das, mit etwas Glück, 5 Mann Gelegenheit geboten hätte, überzusetzen und aus der Hölle zu entkommen. Aber wer sollten die fünf sein?! Weit, weit mehr sprangen hinauf und drückten mit ihrem Gewicht das kleine Fahrzeug derart ins Wasser, daß die Daraufstehenden bis zum Nabel im Wasser wateten. Grausam spielte das Naturgesetz: die Stärkeren warfen die Schwächeren einfach hinunter ins Wasser. Und doch war dieser unbarmherzige Kampf Mensch gegen Mensch völlig umsonst. Keiner kam hinüber. Die russischen Geschütze und Flieger holten alle herunter.

Gegen Mittag ging Fohlendorf über in russische Hände. Die Lage wurde immer kritischer. Aus herumliegendem Gehölz begannen sie Flosse zu bauen. Bina baute eines für nur eine Person, für sich selbst. Doch eine Stunde später hatte sein Fahrzeug einen Volltreffer erhalten, und Bina fand nicht mehr die Energie, ein anderes zu bauen. Im übrigen war die Ueberfahrt mit solch einem Ding auch zu gefährlich. Ein General versuchte es mit seinem Amphibienfahrzeug. Doch unter dem eindlichen Beschuß kehrte er recht bald um.

Gegen Abend kamen dann Sturmboote herüber, um eine Evakuation vorzunehmen. In erster Linie wurden die Verwundeten abtransportiert. Jeweils 6 Mann konnte ein Boot aufnehmen. So fuhren sie die ganze Nacht hindurch. Doch Bina's Reihe war noch immer nicht gekommen. Noch 2 Tage und 2 Nächte mußte er in dem Schlamassel zubringen. Bis dahin war die Zahl der Toten, die am Strand herumlagen, auf schätzungsweise 30.000 angestiegen.

Am 29. März gegen 1 Uhr in der Frühe hatte Bina einen Schwerverwundeten abgebunden und zum Abtransport an das Boot gebracht. Da hießen sie ihn ebenfalls einsteigen. Er wurde zur Fähre gebracht und befand sich gegen 6 Uhr morgens in Neutief, auf der anderen Seite von Pillau

Noch am gleichen Morgen stieß er auf seinen Chef und zwei weitere Angehörige seiner Einheit. Und man bekam den Bescheid, daß man sich beim Kilometerstein 28 sammelte. So machte er sich denn auf den 28 Kilometer langen Weg. Wenn er auch, außer der Gasmaske, keine gepäck zu schleppen hatte, so spürte er doch bald eine solche Müdigkeit in sich aufsteigen, daß er die Füße nur noch nachschleppen konnte. Kein Wunder! Fünf volle Tage hatte er nicht geschlafen, denn in einer solchen Gefahr denkt der Mensch nicht an Schlaf. Dazu kam noch der Hunger. Denn genau so lange hatte er nichts gegessen. Wohl hätte er drüben die Möglichkeit gehabt, zu etwas Verzehrbares zu kommen, aber das dortige Gemetzel hatte ihm jedweden Appetit verdorben. Er hatte keinen Bissen hinunter gebracht. Nun, da das alles vorbei war, knurrte der Magen un-

heimlich laut. Aber hier gab es nichts zu essen. Erst als er die 28 Kilometer hinter sich gebracht hatte und bei seiner Einheit — oder besser: deren Reste — ankam, gab es das Langersehnte — ankam, gab es das Langersehnte. Jeder bekam ein Pfund Brot, 40 gr. Fett und 80 gr. «Gummiwurst». Das sollte zwar die Marschverpflegung für die nächsten zwei Tage darstellen, wurde aber auf der Stelle ohne die geringste Anstrengung insgesamt «verdrückt». Mochte später kommen was wollte, im Augenblick hatte man endlich wieder das schöne Gefühl, einmal satt geworden zu sein!

Da kam schon wieder eine «gute» Nachricht: Rückmarsch bis zum Kilometerstein 5!

Das hieß nichts anderes, als daß sie fast den ganzen Weg noch einmal machen mußten. Nur in umgekehrter Richtung. Aber niemand wunderte sich darüber. Beim Militär war das so üblich!

Die zwei Stunden, die bis zum Abmarsch verblieben, wurden zum Schlafen ausgenützt. Und da es regnete, legte man sich unter einen Baum, ein zwar dürftiger, aber immerhin ein Ersatz für ein Dach über dem Kopf.

Es ging stark auf Mitternacht zu als sie am Kilometerstein 5 eintrafen. Dort sammelten sich die Reste der 6. Armee. Und auch da gab es keine Unterkunft. Also legte man sich erneut unter einen Baum.

Mit dem neuen Tag kam die Sonne wieder. Und damit auch die russischen Flieger. Und sie waren «eröm we' bänzeg». Deshalb grub sich jeder ein Loch, um wenigstens gegen herum-surrende Bombensplitter einigermaßen sicher zu sein. Es sollte eine «Unterkunft» für 14 volle Tage werden.

Die Verpflegung während dieser Zeit war vorzüglich geeignet, eine erfolgreiche Abmagerungskur zu machen: Pro Tag 1/2 Liter Suppe, 20 gr. Fett und für je 5 Mann ein Kommissbrot.

Dann ging eines Tages das Gerücht um, die Einheit würde neu aufgestellt. Und siehe da! Man begann wieder, Exerzierübungen zu machen. Zwei Stunden täglich. Was naturgemäß bei den «alten Frontschweinen» keineswegs Begeisterung hervorrief! Bina's Chef hatte Verständnis für seine Leute und drückte ein Auge zu. Aber wenn der Kommandeur auftauchte, mußten die Männer «Theater spielen».

Um den 5. April herum hieß es plötzlich, die Einheit werde vollständig aufgelöst. Und als am andern Tages alle Mann angetreten waren, kam das Kommando: «Spezialisten raustreten!» Da spürte Bina ein Kribbeln in der Nase, das ihn hieß, einen Schritt vor die Front zu machen und sich als Rechner auszugeben.

Während die anderen der 29. Infanterie-Division zugeteilt wurden und als Aufgabe die Verheraufstoßenden Russen erhielten, wurde der Haufen, zu dem Bina jetzt gehörte, vorgesehen zur Verstärkung der 4. Armee, die auf der anderen Seite von Pillau im Samland eingekesselt

war. Als Marschziel wurde ihnen Blumenau, 20 km von Pillau entfernt, bezeichnet.

In der Nacht bevor sie losmarschierten, «besorgte» ihr Chef noch einen Küchenwagen und einen alten, klapperigen, aber immerhin noch brauchbaren Gaul. So konnten sie sich unterwegs wenigstens ein Süppchen brauen. Allerdings fiel es recht mager aus, denn die «Fleischzuteilung» bestand aus täglich 2 Pfefferköpfen für . . . 70 Mann. Dazu gab es das unter dem Namen «Stacheldrahtverhau» in Stalatenkreisen berühmte Dörrgemüse. Man war im Zweifel ob dies besser schmeckte als die sprichwörtlichen Fliegen, die der Teufel in der Not frißt.

Bina's Chef zeigte recht wenig Kampfbegeisterung. Er zog den Marsch in die Länge so weit es sich nur irgend machen ließ und ersparte somit seinen Männern einige Tage Fronteinsatz.

Nach Blumenau, ihrem Marschziel, kamen sie nicht mehr. Da war ihnen Freund Iwan schon zuvorgekommen. Er hatte Königsberg bereits am 5. April erobert und schickte sich an auf Pillau vorzustoßen. So machte Bina's Chef mit seinem Haufen Kehrt, kam bei Neuhäusen 5 km vor Pillau, zu einem Lazarett und ließ seine Leute dort in Ruhestellung gehen. Die «alten Herren», die bis dahin hier gehaust hatten, waren dabei, ihre schönen Bunker zu räumen, da es scheinbar anfang, brenzlich zu werden. Ein schlechtes Omen war auch, daß in Pillau schon Truppen auf die Schiffe nach Dänemark verladen wurden. Unter ihnen befanden sich auch die Reste der Hermann-Göring-Division.

Um Bina und seine Kumpane kümmerte sich niemand. So suchten sie sich denn einen feinsten Bunker aus, richteten sich darin häuslich ein und freuten sich wie Kinder, wieder einmal auf einer Matraze schlafen zu können. Doch es wurde nicht viel daraus. Gegen Mitternacht kam ein Befehl, der alles vermasselte. Die Rechner und die Männer vom Artillerievermessungsgruppe wurden zur Volksgrenadierdivision 1558 abgestellt; die anderen wurden als Infanteristen in die Stellungen bei Fischhausen geworfen.

Sechs Mann hoch, suchten sie nach dem Gefechtsstand der Division 1558 und fanden sie schließlich bei Pillau. Dort erfuhren sie, daß es dort ebenfalls keine Geschütze mehr gab, daß man aber neue erhalten sollte. Nun ja! Man würde ja sehen! Einstweilen wurden sie zu je 2 Mann auf die drei Batterie-Einheiten verteilt. Bina kam zur 1. und erlebte bei schmaler Kost während 8 Tagen . . . Exerzieren!

Auch sonst war es alles andere als ein ruhiges Leben, das sie hier in einem Vorort von Pillau führten. Tag und Nacht bombardierten hunderte von Flugzeugen die Stadt. Sozusagen ohne Unterbrechung. An Ruhe und Schlaf war nur fetzenweise zu denken.

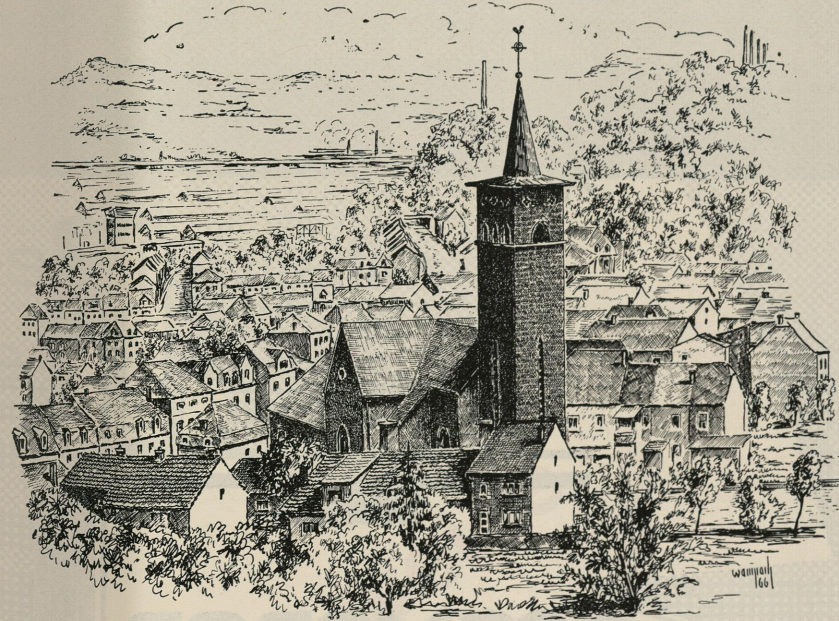
Dann fiel Fischhausen, nur 4 km von ihnen entfernt. «Du huet et och fir ons gelaute!»

(Fortsetzung folgt)

D'PROMENADE SURPRISE 1976

Ausgespilt gët d'Coupe vun der Fédérations vun den Zwangsrekrutierten. D'Organisatioun huet dëst Joër d'Sektioun

NIDDERKUER iwerholl.



Provisorësch Programm

Et gët lass : e Sonndeg de 27. Juni, tëscht 8.30 an 10 Auer murges. Vun 12 Auer un gët Mëtteg gemaat mat enger genëssecher Ierbëssenzopp.

|| DEE SONNDEG GET NET GEKACHT A KENG SPULL GEMAAT! ||

No enger klënger Rascht gët ët weider. Déi Lëscht gi gengt 16.30 Auer erwaart. Um 17 Auer ass d'Preisverdelong. Jidderën kritt e schéint Erënnerongsgeschenk. Duerno nach e bës'chen Zodi an Amusement. Kommt mat Kand a Kënn a brengt är Fraa och mat.

De Präis fir matzemaachen ass 150 Frang. Dobäi ass de Menü abegraff.

Réservéiert lech den 27. Juni 1976.

Dé Sonndeg gi mir op NIDDERKUER.

D'Umeldungen gin elo schon ugeholl um Tëlefon 58 83 77 oder 58 89 45. Weiderës kritt Dir nach matgedélt.

Pour le surplus, le décret du 30 août 1942 sur la nationalité allemande au Luxembourg est incompatible avec les dispositions de l'article 43 du Règlement de La Haye, aux termes desquelles, en cas d'occupation, le maintien des lois nationales constitue le principe, surtout lorsqu'il s'agit de lois civiles et d'état de personnes.

Citons encore le «Deutscher Beamtenkalender 1942», page 79 : «Die staats- und völkerrechtliche Lage Luxemburgs ist ähnlich zu beurteilen wie beim Elsaß und bei Lothringen. Die Eingliederung in die deutsche Verwaltung erfolgte vorbehaltlich der formellen Regelung der staatsrechtlichen Verhältnisse bei Kriegsende.»

La liste des écrits, affirmation et déclarations des potentats nazis en ce sens que le Luxembourg ne faisait pas partie intégrante du Reich pourrait être allongée de façon substantielle.

En résumé il résulte clairement de ce qui précède que le Grand-Duché de Luxembourg n'a jamais été annexé et que les dirigeants allemands n'ont jamais prétendu qu'une annexion même clandestine ait eu lieu.

Il se dégage donc du présent exposé :

- 1) l'état de guerre existait entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Allemagne dès le 10 mai 1940;
- 2) l'Allemagne avait l'obligation de respecter les lois internationales et les us et coutumes de la guerre;
- 3) le Luxembourg n'a jamais été annexé par le Reich.

*

En décrétant l'introduction du Reichsarbeitsdienst (RAD) et du service militaire obligatoire pour les Luxembourgeois, l'Allemagne nazie a commis un crime de guerre manifeste.

Par ordonnance «Verordnung» du 23. 5. 1941, le Reich allemand obligea la jeunesse luxembourgeoise masculine et féminine au service du «Reichsarbeitsdienst». Ce crime de guerre consistait pour les jeunes Luxembourgeois à servir dans une organisation paramilitaire allemande et pour les jeunes Luxembourgeoises à travailler dans les usines allemandes pour les besoins de la machine de guerre nazie. (Voir à ce sujet l'ordonnance «Verordnung» du 10. 2. 1943.) Mais ce crime de guerre ne fut qu'un prélude au calvaire que, dans la suite, les enrôlés de force à la «Wehrmacht» devaient vivre.

Le statut du Tribunal de Nuremberg définit les crimes de guerre comme suit :

«Crimes de guerre: c'est-à-dire des violations des lois et coutumes de la guerre. Ces violations comprennent, sans y être limitées, l'assassinat, les mauvais traitements, ou la déportation pour le travail forcé.»

but des populations civiles dans les territoires occupés, l'assassinat ou les mauvais traitements des prisonniers de guerre ou des personnes en mer, l'exécution des otages, le pillage des biens publics ou privés, la destruction sans motif des villes et villages ou la dévastation que ne justifient pas les exigences militaires.»

L'enrôlement de force au «RAD» et à la «Wehrmacht» peut être valablement considéré comme une déportation et entrera en tout état de cause dans la catégorie très générale des violations des lois et coutumes de la guerre. Dans cet ordre d'idées il faut souligner que l'énumération que comporte le texte ci-avant n'est pas limitative.

Le professeur allemand de droit international Schätzel dit quant à l'enrôlement forcé des Luxembourgeois ce qui suit :

«Die zwangsweise Aushebung luxemburgischer Staatsangehöriger zum deutschen Heeresdienst war unzulässig. Kein Okkupant hat das Recht, Bewohner des okkupierten Landes zum Dienst in seiner Armee zu zwingen.» (Archiv des Völkerrechts II 1949, S. 236.)

Par décret du 30 août 1942 le service militaire obligatoire fut introduit pour certaines classes de luxembourgeois.

Le texte de ce décret fatal est le suivant :

Verordnung über die Wehrpflicht in Luxemburg vom 30. August 1942.

Auf Grund der dem Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg erteilten Ermächtigung wird für dessen Bereich verordnet :

§ 1

Für diejenigen deutschen Volkszugehörigen in Luxemburg, die den durch besondere Anordnung festzulegenden Jahrgängen angehören, wird die Wehrpflicht in der deutschen Wehrmacht eingeführt.

§ 2

(1) Die einberufenen Wehrpflichtigen unterliegen den für deutsche Soldaten geltenden Bestimmungen und haben alle Ansprüche, die deutschen Soldaten zustehen.

(2) Die nicht zum aktiven Wehrdienst einberufenen Wehrpflichtigen des Beurlaubtenstandes unterliegen den für diese geltenden Bestimmungen.

§ 3

Die zur Durchführung dieser Verordnung erforderlichen Rechts- und Verwaltungsvorschriften erlassen die Behörden in Luxemburg.

§ 4

Diese Verordnung tritt am Tage nach der Verkündung in Kraft.

Luxemburg, den 30. August 1942

Der Chef der Zivilverwaltung in

Luxemburg
GUSTAV SIMON
Gauleiter.

Dans la suite par ordonnances («Anordnungen») des 30. 8. 1942, 25 mars 1943, 8 décembre 1943 et 14 juillet 1944, l'occupant enrôla de force les classes 1920 à 1927 de la jeunesse luxembourgeoise.

Voici les textes de ces ordonnances :

Anordnung über wehrpflichtige Jahrgänge in Luxemburg Vom 30. August 1942.

Auf Grund des § 1 der Verordnung über die Wehrpflicht in Luxemburg vom 30. August 1942 — VBl. f. Lux. S. 253 — wird folgendes angeordnet :

I.

Der Wehrpflicht unterliegen die Angehörigen der Geburtsjahrgänge 1920 bis 1924.

II.

Alle Angehörigen dieser Jahrgänge, die am 10. Mai 1940 die luxemburgische Staatsangehörigkeit allein oder neben einer anderen Staatsangehörigkeit besessen haben und

1) bis zum 31. August 1942 noch nicht mittels

Anordnung über die Staatsangehörigkeit in Luxemburg Vom 30. August 1942

Auf Grund der dem Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg erteilten Ermächtigung und auf Grund der Verordnung über die Staatsangehörigkeit im Elsaß, in Lothringen und in Luxemburg vom 23. August 1942 — VBl. f. Lux. — wird angeordnet :

I.

Die deutschstämmigen Angehörigen folgender Gruppen erwerben die deutsche Staatsangehörigkeit :

1) Freiwillige der deutschen Wehrmacht und der Waffen-SS;

2) Mitglieder der Volksdeutschen Bewegung, die in die NSDAP aufgenommen werden;

3) Angehörige der deutschen Wehrmacht und der Waffen-SS, die auf Grund der Wehrpflicht einberufen werden;

4) Angehörige des Reichsarbeitsdienstes, die zum Stammpersonal gehören;

5) Angehörige der Polizei, die den Eid auf den Führer leisten;

Stamtblatt zum Arbeitsdienst oder Wehrdienst erfaßt worden sind

oder

2) seit dem Tag der Erfassung ihre Wohnung geändert haben, haben sich in der Zeit vom 1. bis 15. September 1942 persönlich bei der für ihren dauernden Aufenthaltsort zuständigen Ortspolizeibehörde zu melden. Das Nähere wird durch Bekanntmachung der Kreispolizeibehörden bestimmt.

Luxemburg, den 30. August 1942

Der Chef der Zivilverwaltung in
Luxemburg
GUSTAV SIMON
Gauleiter

6) sonstige Personen, die der Chef der Zivilverwaltung wegen besonderer Verdienste um die deutsche Sache als bewährte Deutsche anerkennt.

Die deutschstämmigen Angehörigen der Volksdeutschen Bewegung erwerben die deutsche Staatsangehörigkeit auf Widerruf.

II.

Der Erwerb der Staatsangehörigkeit erstreckt sich, soweit dies nicht im Einzelfall ausgeschlossen wird, grundsätzlich auf die Ehefrau und die minderjährigen Kinder.

III.

Die zur Durchführung dieser Verordnung erforderlichen Vorschriften erläßt der Chef der Zivilverwaltung im Verwaltungswege.

Luxemburg, den 30. August 1942.

Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg
Gustav Simon
Gauleiter